

Paris, le 14 février 2018

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Assemblée des Départements de France (ADF) a réuni sa Commission Exécutive ce mercredi 14 février 2018.

A l'unanimité, la Commission Exécutive a confirmé la position des Départements de France à l'égard des pactes financiers que souhaite mettre en place l'Etat.

Les Départements refusent d'entrer dans ces discussions tant que le Gouvernement n'aura pas annoncé des solutions concrètes aux questions fondamentales que sont les Mineurs Non Accompagnés (MNA) et les Allocations Individuelles de Solidarité (AIS).

Qui serait assez fou pour discuter d'un contrat financier sans connaître les moyens de maîtriser des dépenses majeures qui s'imposent aux Départements alors qu'elles échappent à tout contrôle de leur part ?

Enfin, l'ADF attend également du Gouvernement qu'il réaffirme la nécessité de maintenir les Départements, indispensables échelons de la démocratie et du service public de proximité, dans les zones métropolitaines et en Île-de-France.

### A PROPOS DE L'ADF :

L'Assemblée des Départements de France (ADF) est une association pluraliste qui réunit les Présidents des 104 collectivités adhérentes, dont 101 Départements.

Elle remplit une triple mission :

- Représenter les Départements auprès des pouvoirs publics
- Constituer un centre de ressources permanent pour les Conseils départementaux
- Offrir aux élus départementaux les moyens de confronter leurs idées, d'échanger leurs expériences et d'arrêter des positions communes sur les grands dossiers nationaux.